

Unité départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 19 mai 2022

Nos réf. : SAU/MD/MT n° 22-210

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2022

Contexte et constats

Publié sur 

Station service Intermarché

23 boulevard de Dijon
10800 SAINT-JULIEN-LES-VILLAS

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2022 dans l'établissement Station service Intermarché implanté 23 boulevard de Dijon 10800 SAINT-JULIEN-LES-VILLAS. L'inspection a été annoncée le 20 avril 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action collective régionale relative aux stations service.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Station service Intermarché
- 23 boulevard de Dijon 10800 SAINT-JULIEN-LES-VILLAS
- Code AIOT dans GUN : 0100003208
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non

La station-service Intermarché est une station de distribution de carburant soumise au régime de la déclaration avec contrôle périodique au titre des rubriques 1435 et 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- - d'explosion par fuite de gaz,
- - d'incendie par inflammation accidentelle d'hydrocarbures,
- - de pollution de l'eau par déversement accidentel d'hydrocarbures,
- - de pollution de l'air par émissions de vapeurs d'hydrocarbures.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la précédente inspection (1)
Situation administrative	Code de l'environnement du 01/01/2016, article R512-47	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Contrôle périodique régime DC	Code de l'environnement du 14/07/2010, article L.512-11	/	Sans objet
Alarme optique ou sonore	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2	/	Sans objet
Rapports d'entretien annuels des moyens de lutttes incendies	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2	/	Sans objet
Aire de dépotage et de distribution	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10	/	Sans objet
Aire de dépotage et de distribution	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10	/	Sans objet
Unité de récupération des vapeurs au ravitaillement	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 6.1.2.1	/	Sans objet
Unité de récupération des vapeurs au ravitaillement	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 6.1.2.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que le suivi et la maintenance des équipements de stockage et de distribution de carburant ont été réalisés selon la périodicité adéquate. Néanmoins, la déclaration de l'établissement doit être modifiée et mise en adéquation avec les capacités actuelles du site qui reste soumis au régime de la déclaration.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2016, article R512-47
Thème(s) : Actions nationales 2022, Situation administrative
Prescription contrôlée : I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.
Constats : 1 – L'exploitant dispose-t-il d'un justificatif de déclaration ICPE ? Oui, l'exploitant dispose de la déclaration initiale (30/11/1981). 2 – La station service est-elle bien déclarée sous la rubrique 1435 (ou 1434 ancienne rubrique) ? Oui, la station service est bien déclarée sous la rubrique 1434. Néanmoins, cette déclaration n'est plus en adéquation avec le volume distribué. Le volume annuel de carburant distribué est-il > 20 000m ³ (ou 20 000 000 litres) (seuil du régime d'Enregistrement) ? Non, le volume distribué en 2021 est de 2 943 669 l de carburant. 3 – La station service distribue-t-elle du gaz liquide ? Non, la station service ne distribue pas de gaz liquide. 4 – Le site stocke-t-il une quantité d'essence + gazole ≥ 50T (ou 63000 litres ou 63m ³) ? Oui, le site stocke 175 m ³ de carburant dans 2 cuves. Si OUI, la station service est-elle bien déclarée sous la rubrique 4734 ? Oui, la station service est déclarée sous la rubrique 4734.
Observations : L'exploitant devra modifier sa déclaration ICPE en remplissant le formulaire cerfa n° 15272*03 ou via la démarche en ligne disponible sur : le site entreprendre.service-public.fr
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Contrôle périodique régime DC

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/07/2010, article L.512-11
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : Certaines catégories d'installations relevant de la présente section, définies par décret en Conseil d'Etat en fonction des risques qu'elles présentent, peuvent être soumises à des contrôles périodiques permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations fonctionnent dans les conditions requises par la réglementation. Ces contrôles sont effectués aux frais de l'exploitant par des organismes agréés.
Constats : 1 – L'exploitant dispose-t-il du rapport de contrôle périodique relatif au régime DC des rubriques ICPE n°1435 et n°4734 ? Oui, l'exploitant dispose des rapports de contrôle période. 2 – Ce rapport date-t-il de moins de 5 ans (R.512-57) ? Oui ces rapports sont datés de moins de 5 ans (04/09/2019).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Alarme optique ou sonore

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit :[...] - sur chaque îlot de distribution, d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore ;[...] - pour chaque îlot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B.[...] - pour l'aire de distribution des stations-service et à proximité des bouches d'emplissage de réservoirs des stations délivrant des liquides inflammables, d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, des moyens nécessaires à sa mise en oeuvre ; la réserve de produit absorbant est protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ;[...]
Constats : 1 – Sur chaque îlot de distribution, un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore est présent ? Oui, un système d'alerte manuel est présent sur la zone de distribution. 2 – Pour chaque îlot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B. est présent ? Oui, 3 extincteurs sont présents sur la zone de distribution. 3 – Une réserve de produit absorbant de 100 litres minimum est présente sur l'aire de distribution et à proximité des bouches d'emplissage de réservoirs de liquides inflammables. Les moyens nécessaires à sa mise en oeuvre sont présents. Cette réserve est à l'abri des intempéries. Oui, 2 bacs de produits absorbants ainsi que des pelles sont présents sur la zone de distribution.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rapports d'entretien annuels des moyens de luttés incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié. Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées [...]
Constats : 1 – L'exploitant dispose-t-il du dernier rapport d'entretien et de vérification des moyens de lutte contre l'incendie ? Oui, l'exploitant dispose du dernier rapport d'entretien et de vérification des moyens de lutte contre l'incendie. 2 – Ce rapport date-t-il de moins de 1 ans ? Oui, il est daté du 15/11/2021. 3 – Ce rapport comprend-t-il la vérification des extincteurs et du système d'alarme incendie ? Oui, le rapport comprend la vérification des dispositifs détaillés ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aire de dépotage et de distribution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10
Thème(s) : Actions nationales 2022, étanchéité du sol
Prescription contrôlée : Les aires de dépotage et de distribution de liquides inflammables sont étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci.
Constats : Le sol de la zone de distribution ne présente pas de fissure notable ou éclat susceptible de constituer un point d'infiltration.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aire de dépotage et de distribution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10
Thème(s) : Actions nationales 2022, Présence d'un séparateur d'hydrocarbures
Prescription contrôlée : Les liquides ainsi collectés sont traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. Le séparateur-décanteur est conforme à la norme en vigueur au moment de son installation. Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures ainsi que l'attestation de conformité à la norme en vigueur sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.
Constats : La visite a permis de constater la présence du décanteur-séparateur. Le dernier nettoyage a été effectué le 28/04/22.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Unité de récupération des vapeurs au ravitaillement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 6.1.2.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Distribution de carburant
Prescription contrôlée : Les systèmes de récupération des vapeurs de carburant sont constitués de quatre types d'équipements : - un organe déprimogène permettant d'assister l'aspiration des vapeurs du réservoir du véhicule pour les transférer vers le réservoir de la station-service ;
Constats : La visite a permis de constater la présence : - d'un organe déprimogène permettant d'assister l'aspiration des vapeurs ; - la présence de la pompe à vide raccordée au pistolet de distribution d'essence et assimilé ; - la présence de l'aspiration des vapeurs au niveau du pistolet de distribution.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Unité de récupération des vapeurs au ravitaillement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 6.1.2.6

Thème(s) : Actions nationales 2022, Distribution de carburant

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure du bon fonctionnement de son installation et fait réaliser avant la mise en service du système de récupération de vapeurs, après toute réparation du système et ensuite au moins une fois tous les six mois, pour les installations ne disposant pas d'un système de régulation électronique en boucle fermée et tous les trois ans pour les installations disposant d'un système de régulation électronique en boucle fermée, un contrôle sur site par un organisme compétent et indépendant, conformément aux dispositions de l'annexe III du présent arrêté jusqu'au 20 août 2016 inclus puis à la norme NF EN 16321-2 version de novembre 2013 à compter du 21 août 2016. Les résultats de ces mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques pendant un délai d'au moins six ans.

Constats : L'exploitant a fourni le certificat de contrôle du système de récupération des vapeurs (24/04/20).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet